

# Quel avenir ?

**A  
G  
U  
I  
C  
H  
E  
T  
O  
U  
V  
E  
R  
T**

**Il est clair que le chômage, la précarité, l'habitat dégradé et l'absence de mixité sociale ont largement contribué à dégrader la vie quotidienne dans des milliers de quartiers ■ En ce sens, la priorité des priorités est de combattre tous ces fléaux ■ Pour autant, la question des services publics et de La Poste en particulier, la question des conditions de travail des agents dans les bureaux, méritent des réponses à la hauteur des enjeux.**

## Quid des bureaux ZUS ?

Par la loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine de 2014, les zones ZUS ont été revues et corrigées pour faire place à des QVP (Quartier Ville Prioritaire). L'ancien accord ZUS (1999) de La Poste n'est donc plus conforme à ces nouveaux périmètres.

C'est pourquoi les dirigeants de La Poste ont engagé un cycle de négociations relatives au projet "bureaux sensibles".

## Caractéristiques d'un bureau dit "sensible"

Ce qu'entendent les dirigeants par bureau "sensible" se résumerait à l'ensemble des bureaux "banque sociale". Pour être affublé de ce qualificatif il est nécessaire d'effectuer une part d'activité supérieure à 20% (moyenne lissée sur 18 mois) d'opérations dites "banque sociale" (retraits sur livret A, mandat cash et Western Union) et d'avoir au moins 100 visites/jour.

Ce dernier critère pose un problème. En effet, certains bureaux ne cumulent par forcément 100 visites/jours-mais son largement au dessus des 20% BQS... tout dépend du quartier dans lequel ils se situent et des horaires d'ouverture !

D'autres critères entrent en ligne de compte pour diagnostiquer un futur bureau "sensible"... Aux problèmes sociaux économiques, à celui des migrants, les dirigeants soulèvent une autre difficulté liée à la gestion des parcours clients dans l'espace public ! En clair, comment gérer la promiscuité riches-pauvres dans un même espace...

Gardons à l'esprit que, selon nos stratégies, le patrimoine est l'avenir de La Banque Postale. Pour l'histoire, nos patrons ont fait allusion au rachat du Compte-Nickel par la BNP... Un modèle d'externalisation des pauvres ?

## 1 700 bureaux BQS... 12 000 agents !

Ainsi, selon les critères du Réseau, 1 700 bureaux seraient identifiés es-qualité "Bureaux banque sociale". Sur l'ensemble de ces bureaux le taux de BQS est variable en fonction de la semaine, dans le mois ; plutôt fort en début de mois et plus faible en se rapprochant de la fin du mois. Cet argument a été avancé dans l'optique d'un développement commercial responsable, durable et spécifique à ces bureaux ! Sous-jacents à l'explication de cette variable d'activité, les patrons entendent organiser le temps de travail...

D'autant plus qu'il semblerait que les arrêts maladie de moins de 3 jours soient plus nombreux en 2<sup>ème</sup> partie de mois... sous entendu la 1<sup>ère</sup> quinzaine est tellement intense qu'il faut se reposer !!

Et nos dirigeants de nous faire comprendre, qu'en bons philanthropes qu'ils sont, il est nécessaire d'organiser le travail de façon à permettre aux agents d'être mieux "protégés", "reconnus", "valorisés"...

**Il ne faut pas être grand clerc, la flexibilité sera au rendez-vous... afin de mobiliser la force de travail du bureau sur les périodes à fort trafic.**

... / ...

**Un nouvel accord se profile au Réseau et une fois encore, les conditions de travail risquent d'être le parent pauvre. Tout comme le service rendu.**



# Citoyenne, vous avez dit citoyenne ?

## Comme c'est bizarre !

**Une nouvelle saga de pseudo-négociations est lancée ■ Comme à l'accoutumée elle se déroule "à froid" dans des conclaves bien loin des préoccupations des agents ■ Pourtant, les conditions de travail sont de plus en plus désastreuses ■ Mais les dirigeants du Réseau, soi-disant conscients de la pénibilité du travail avec le public, auraient décidé de prendre ce problème à bras le corps... ■ Pour SUD PTT, il est plus qu'urgent de traiter sérieusement le sujet, et pas en "jouant petit bras" !**

### Le Réseau s'en occupe... mais de quoi ?

LBP ordonne, le Réseau exécute. Ainsi, les bureaux "Banque Sociale" (BQS) seraient une préoccupation qu'il faudrait traiter. SUD PTT dit ok, mais allons y franchement sans se limiter. La 1<sup>ère</sup> des vigilances concerne l'organisation et le temps de travail ainsi que les effectifs.

Les 1<sup>ères</sup> orientations données par le couple LBP/Réseau sont bien loin des enjeux et des interrogations posées par l'exigence du métier dans ce type de bureau et même au delà.... Et pour cause !

### Pour quel avenir ?

Le qualificatif BQS dépend du niveau d'opérations livret A, Western Union et Mandat Cash Ordinaire et Urgent (toujours dans les statistiques). Ce dernier étant supprimé, l'avenir du MCO semble plutôt compromis compte tenu du nouveau processus de paiement. Celui-ci "permet" aux guichetier-es, de refuser le paiement immédiat au prétexte d'une insuffisance de contrôle ! ? Quant au partenariat avec WU, il sera renégocié courant été 2018... Il y a fort à craindre pour l'avenir de cette association pourtant à but lucratif.

### GDPPT... pourquoi ?

Tous les départements disposent d'une Commission De Présence Postale Territoriale réunissant des élus locaux... et les représentant-es de La Poste ! Même si elle n'a qu'un rôle consultatif, elle doit donner un avis sur la présence de bureaux de poste sur son territoire. Par contre, les syndicats ne sont pas conviés.

Après avoir détricoté le maillage postal dans les zones rurales, depuis deux ans le milieu urbain subit le même sort. Les RPU remplacent les bureaux, quartiers populaires ou pas. Le critère de "survie" est le même : du potentiel patrimonial ! Nous sommes bien loin des obligations de service public. Lors de chaque risque de fermeture ou de réduction des horaires d'ouverture, ne pas hésiter à contacter SUD PTT.

**Nous n'hésitons pas frapper à la porte des élu-es pour qu'ils/elles entendent un autre son de cloche !**

### Un futur PostEXIT ?

Ces décisions s'inscrivent bien dans les desseins de LBP : se séparer de tout ce qui est connoté de près ou de loin avec La Poste et de faire baisser l'activité pour continuer à supprimer des emplois. Dans la foulée de suppression de plus en plus d'activités courrier/colis des bureaux de poste, LBP s'attaque maintenant aux services financiers postaux afin d'implanter sa stratégie bancaire tournée vers le patrimonial et les professionnels.

En fin de compte, il s'agit bien d'une stratégie de désengagement des missions de service public et de poursuite des fermetures de bureaux.

### SUD revendique :

- 32h/semaine ;
- Remplacement de tous types d'absences ;
- Création d'emplois ;
- Abondement de la méthode de dimensionnement de l'emploi de 30% ;
- Un Volant de Remplacement de 30% minimum par Secteur ;
- Un samedi sur deux ;
- Pas d'heures supplémentaires ;
- Présence systématique encadrant ou III.1 sur toute la vacation ;
- Deux agents systématiquement à l'exécution ;
- Maintien et création de GCB ;
- II.3 pour toutes et tous ;
- Avantages de la bonification de la "ZUS" applicable dès le premier mois ;
- Prime mensuelle de 150 euros pour tout agent quel que soit le grade et la quotité de travail ;
- Sortie de prioritaires pour les agents ayant dépassé 5 ans d'ancienneté et mutation selon leurs vœux ;
- Suivi de toutes les incivilités avec les RP CHSCT, suivi du plan de formation de tous les agents avec le CHSCT.

**Pour SUD PTT, cette pseudo-négociation sur les bureaux BQS est un écran de fumée de plus laissant présager une nouvelle vague de fermetures de bureaux de poste dans le cadre du projet "attractivité du Réseau".**  
**Se battre contre ces fermetures c'est sauver le service public... et nos emplois !**